

Le mouvement pour la paix dans les Pays-Bas
The Peace movement in the Netherlands
El movimiento por la paz en los Países Bajos

Aad Janssen

Numéro 12 (52), automne 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034575ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034575ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

À l'aide d'un exposé historique l'auteur trace une brève esquisse du nouveau mouvement pour la paix dans les Pays-Bas. Ce mouvement est actif depuis 1977 et a réussi récemment à faire retarder pour une deuxième fois le déploiement de 48 missiles de croisière ouvrant ainsi la voie pour un possible non-déploiement. Plusieurs organisations sont impliquées dans ce mouvement et la situation politique néerlandaise actuelle est grandement influencée par cette mobilisation antinucléaire.

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Janssen, A. (1984). Le mouvement pour la paix dans les Pays-Bas. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 183–186. <https://doi.org/10.7202/1034575ar>

Le mouvement pour la paix dans les Pays-Bas

A. Janssen

L'histoire du succès du mouvement pour la paix dans les Pays-Bas est bien connue. On entend souvent parler des grandes manifestations (grandes en comparaison avec la dimension de notre pays) et de la position spéciale des Pays-Bas à l'intérieur de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) ; une décision finale sur le déploiement des missiles de croisière vient encore une fois d'être remise à plus tard.

Dans l'exposé historique qui suit, je commencerai par tracer une brève esquisse de l'histoire du « nouveau » mouvement pour la paix dans les Pays-Bas. Je donnerai ensuite une vue d'ensemble des principales organisations et des comités nationaux de coordination. Enfin, je ferai une brève description de la situation politique néerlandaise.

Histoire

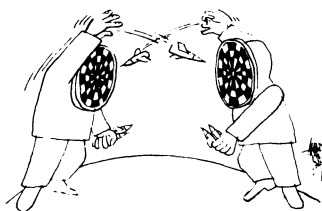
Bien que plusieurs organisations actives dans le mouvement pour la paix soient relativement anciennes, le désarmement n'a pas toujours été une question centrale dans l'opinion publique néerlandaise. Ceci a changé en 1977, lorsque deux campagnes ont démarré pour essayer de changer la politique néerlandaise concernant les armes nucléaires. L'une était dirigée contre la bombe à neutrons qui venait d'être inventée. Plus d'un million de signatures ont été amassées par des membres des Églises et par des membres et des sympathisants du Parti communiste néerlandais. Une majorité au parlement a voté contre cette arme. Le ministre de la Défense d'alors, M. Kruisinga, a dû battre en retraite parce que le gouvernement n'avait pas clairement déclaré qu'il n'accepterait

pas la bombe à neutrons sur le sol néerlandais.

L'autre campagne a été lancée par le *Conseil inter-Églises pour la paix (IKV)*. Un manifeste a été présenté sous le titre : « Aidons à débarrasser le monde des armes nucléaires et commençons ici aux Pays-Bas. » Des groupes locaux ont été fondés et les armes nucléaires sont devenues une question de plus en plus importante dans les médias. Après la double décision prise par l'OTAN en 1979, la discussion fut centrée sur le déploiement des quarante-huit missiles de croisière aux Pays-Bas. Le gouvernement des Pays-Bas, contrairement aux autres pays de l'OTAN, n'a pas décidé de déployer les missiles de croisière sur le sol néerlandais, bien qu'il ait manifesté globalement son accord avec la double décision de l'OTAN. Cette décision a été le

184 début d'une discussion, à la fois longue et pas toujours très claire, qui continue encore et dans laquelle le mouvement pour la paix est l'un des participants les plus actifs.

La principale caractéristique de ce « nouveau » mouvement pour la paix est qu'il n'est pas un mouvement pacifiste ou antimilitaire, mais plutôt un mouvement antinucléaire. Il s'adresse au parlement et au gouvernement sur des questions nucléaires, et il a des contacts directs avec des députés de la plupart des partis. L'appartenance des Pays-Bas à l'OTAN n'est pas largement discutée, mais la politique de dissuasion est rejetée. On demande qu'elle soit changée en une politique de détente et de désarmement.



Les diverses organisations

Plusieurs organisations diverses sont actives dans la cause de la paix aux Pays-Bas, allant de posi-

tions antinucléaires, à des positions antimilitaires. Certaines de ces organisations sont reliées aux Églises, d'autres sont des organisations de femmes, et d'autres enfin tirent leur origine des partis politiques. Celles qui sont mentionnées ici sont celles qui font partie du *Conseil national des groupes pour la paix (LOVO)*, qui a été créé après la grande manifestation de novembre 1981.

Le *Conseil inter-Églises pour la paix (IKV)*, *Pax Christi* et *Église et Paix* sont les principaux groupes religieux dans le mouvement pour la paix en Hollande. IKV fut fondé en 1967 par neuf Églises : les trois principales Églises des Pays-Bas, à savoir l'Église réformée, l'Église catholique, et l'Église re-réformée (une Église qui s'était séparée de l'Église réformée à cause de désaccords concernant l'interprétation de la Bible) et, en plus de celles-ci, l'Église luthérienne, les Quakers, les Mennonites, les Huttérites, les Vieux catholiques et les « Remontrants » (une autre Église protestante néerlandaise). Bien qu'appuyé financièrement et moralement par ces neuf Églises, le *Conseil inter-Églises pour la paix* est une organisation indépendante de celles-ci.

À l'heure actuelle, c'est la principale organisation pour la paix aux Pays-Bas. Les Églises lui ont donné le mandat de stimuler la discussion sur la question de la paix dans les Églises et dans la société en général. En 1977, IKV a lancé la campagne ci-haut mentionnée contre les armes nucléaires. Cette campagne doit continuer pour une période de dix ans, et être ensuite réévaluée.

Pax Christi est une organisation catholique pour la paix qui a été créée en 1948 et qui fait partie du mouvement *Pax Christi international*. Ce mouvement s'occupe d'une gamme étendue de sujets, tels la reconversion, le trafic des armes, la résistance au service militaire, l'Afrique du Sud, l'Amérique latine,

ainsi que le désarmement nucléaire et la détente.

Enfin, *Église et Paix* existe depuis plus de soixante ans en tant que mouvement pacifiste préoccupé par les questions du désarmement et de la non-violence. C'est la branche néerlandaise du *Mouvement international de la réconciliation*.

« Arrêtons la bombe à neutrons, arrêtons la course aux armements » a commencé en 1977 avec la campagne contre la bombe à neutrons à laquelle nous avons fait référence au début de cet article. L'initiative a été prise par des membres du Parti communiste néerlandais. *Les femmes pour la paix*, et les *Femmes contre les armes nucléaires* sont des organisations qui ont pris naissance vers la fin des années soixante-dix. Elle veulent mettre de l'avant le point de vue des femmes sur la question de la paix. La *Plateforme des groupes radicaux pour la paix* est formée de huit groupes différents ayant une philosophie antimilitariste, non violente, ou pacifiste. Le *Syndicat des militaires conscrits (UCDM)* est une organisation pour les conscrits qui s'opposent aux armes nucléaires de l'intérieur de l'armée, et le *Conseil humaniste pour la paix* est le groupe pour la paix de la Ligue humaniste néerlandaise.

En plus de tous ces groupes qui font partie du *Conseil national des groupes pour la paix (LOVO)*, et qui ont une structure organisationnelle et des représentants officiels assez facilement identifiables, il existe des soi-disant groupes de base. Ces derniers sont portés à considérer que les autres groupes pour la paix décrits plus haut ont une structure trop parlementaire et trop hiérarchique. Eux-mêmes préfèrent travailler selon les principes de la démocratie de base et de l'antimilitarisme, et ils n'ont pas de leaders clairement désignés, ni de représentants officiels. Plutôt que de s'adresser directement au gouver-

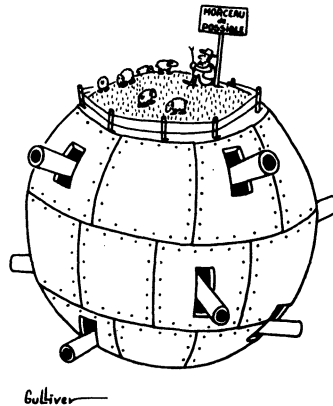
nement, ils préfèrent l'action directe, comme les occupations.

En 1978, il y a eu un premier effort pour regrouper plusieurs organisations, dans le but de faire reculer l'implantation des armes nucléaires. Le professeur Boeker, un physicien, devint le président de cette *Consultation contre les armes nucléaires*. Tous les partis politiques de gauche y ont participé, ainsi que les chrétiens-démocrates. Le plus grand des partis politiques de droite, le *Parti populaire pour la liberté et la démocratie (UVD)*, mieux connu sous le nom de Parti libéral, a été invité, mais n'a pas réagi. En plus de ces partis politiques, les principaux mouvements pour la paix les plus actifs à l'époque ont pris part à cet effort de regroupement, en collaboration avec la plus grande centrale syndicale néerlandaise. Présentement, ils se réunissent à peu près quatre fois par année. Leur activité principale est d'échanger leurs points de vue divers et d'étudier la question des politiques nucléaires.

Les organisations nationales pour la paix ci-haut mentionnées se sont réunies, en 1981, pour préparer une grande manifestation à Amsterdam, le 21 novembre 1981. Le gouvernement néerlandais avait l'intention de prendre une décision quelque temps après la manifestation, mais la décision fut remise à plus tard. La manifestation, elle, n'a pas été reportée, et ce fut le plus grand rassemblement de toute l'histoire des Pays-Bas. Environ 400 000 personnes remplirent les rues d'Amsterdam, montrant clairement leur opposition au déploiement des nouvelles armes nucléaires en Europe. La coopération entre les divers mouvements pour la paix a continué après la manifestation du *Conseil national des groupes pour la paix (LOVO)*.

En octobre 1983, une autre grande manifestation a eu lieu. Le comité préparatoire avait été plus large cette fois. Ce ne furent pas

seulement les organisations pour la paix qui y prirent part, mais aussi les autres membres de la « Consultation » dont il a été question plus haut, à l'exception des chrétiens-démocrates. Ces derniers ne pouvaient pas être d'accord avec les slogans de la manifestation. La foule à La Haye fut encore plus nombreuse que celle qui s'était réunie à Amsterdam : 550 000 personnes y prirent part. Au début, le comité avait été créé uniquement pour organiser cette manifestation, mais comme on attendait la décision dans un bref laps de temps, le comité a continué d'exister. Le but principal du comité est d'organiser et de coordonner des actions et des activités contre le déploiement des armes nucléaires et de les diriger vers le parlement.



La situation politique actuelle

Le 1er juin 1984, le gouvernement néerlandais, une coalition de chrétiens-démocrates et du parti libéral de droite, le VVD (Parti populaire pour la liberté et la démocratie), après des années de tergiversations, prirent une « décision » sur le déploiement des missiles de croisière sur le sol néerlandais dont les principaux éléments sont :

- qu'une décision gouvernementale définitive sera prise le 1er novembre 1985, et qu'en attendant, aucune activité de mise en place des missiles de croisière n'aura lieu ;

- que si dans l'entre-temps un accord intervient entre les États-Unis et l'Union soviétique, et que le déploiement des missiles de croisière en Europe de l'Ouest constitue une partie de cet accord, les Pays-Bas accepteront leur quote-part de ces missiles ;

- que si l'Union soviétique déploie d'autres missiles *SS-20* après le 1er juin 1984, et qu'il n'y ait pas d'accord entre l'URSS et les États-Unis, alors quarante-huit missiles seront déployés dans les Pays-Bas.

C'est surtout ce dernier point qui est d'ores et déjà devenu une pomme de discorde. Le premier ministre chrétien-démocrate, Ruud Lubbers, et le leader de fraction Bert de Vries, ont spécifié que ce point fait seulement référence aux *SS-20* dirigés contre l'Europe de l'Ouest, et que s'il n'y a pas de déploiement en Union soviétique, il n'y en aura pas non plus aux Pays-Bas. Le leader du Parti libéral (VVD) Ed Nijpels a affirmé toutefois que tous les *SS-20* devraient être inclus ici et que le gouvernement néerlandais devrait réévaluer sa position entre le 1er juin 1984 et le 1er novembre 1985, si aucun *SS-20* n'est déployé par l'Union soviétique.

Cette « décision » doit être acceptée par le parlement, où le résultat du débat n'est pas encore prévisible. Il y a cent cinquante sièges au parlement. La coalition a seulement une petite majorité, à savoir soixante dix-neuf sièges, et au moins neuf chrétiens-démocrates sont hésitants vis-à-vis la décision du gouvernement. Le gouvernement aura probablement besoin de l'appui des petits partis conservateurs chrétiens qui détiennent six sièges au parlement, mais ils ne peuvent pas compter de façon certaine sur cet appui. Une autre possibilité, c'est que la décision soit amendée de façon à résoudre les désaccords ci-haut mentionnés.

Les mouvements pour la paix ont unanimement affirmé que cette

186 décision est mauvaise, mais ils ne l'interprètent pas tous de la même façon. Certains affirment qu'elle signifie, en fait, le déploiement des missiles de croisière, d'autres toutefois y voient des possibilités de non-déploiement.

Les Pays-Bas ont reculé face à l'échéancier de l'OTAN (le déploiement devait avoir lieu en mai 1986, ce qui est maintenant impossible) et il y a très peu de chances que la décision qui doit être prise en novembre 1985, et le débat sur cette question, ne soient pas influencés par les élections qui doivent avoir lieu en mai 1986. De toute façon, il est clair que nous avons une autre année et demie devant nous et que durant ce temps, la perspective du non-déploiement peut et doit être maintenue vivante.

Aad Janssen
Traduit de l'anglais
par Jean-Guy Vaillancourt

Aad Janssen est un objecteur de conscience néerlandais qui travaille actuellement dans le département international du *Conseil interecclésiastique pour la paix (IKV)*, à Gravenhage, aux Pays-Bas.